

Dernier jour de mandat pour Kabila

● La communauté internationale craint le pire pour le Congo.

● L'opposant Moïse Katumbi met en demeure Joseph Kabila de quitter le pouvoir.

● Les évêques catholiques veulent encore croire au dialogue.

La crainte du pire dans un pays transformé en poudrière

Il reste vingt-quatre heures de mandat au président congolais Joseph Kabila. A partir de ce mardi, minuit, son second et dernier mandat prendra fin selon les termes de la Constitution congolaise. Mais le Président et son entourage entendent prolonger ce délai. Les élections, qui devaient désigner le nouveau président, n'ont toujours pas eu lieu et aucun calendrier n'est sur la table. Pour tenter de désamorcer une crise politique qui pourrait se transformer dans les prochaines heures en affrontements violents entre les tenants du pouvoir et une population excédée par les excès du régime, la Cenco (Conférence épiscopale nationale du Congo) est parvenue à faire asseoir majorité et opposition autour de la table des négociations.

Des négociations qui devaient initialement se terminer le jeudi 15 décembre. Finalement, faute d'accord, les négociateurs ont joué les prolongations jusqu'à

ce samedi 17 décembre en fin de journée, sans résultat. En sortant des négociations, Félix Tshisekedi, un des patrons de l'opposition, a lancé un tweet lourd de sens : *"Comme annoncé, les discussions ont échoué. A présent, peuple congolais, la balle est dans votre camp ! Nous sommes arrivés au bout de nos efforts."*

Poursuite des négociations après le 19

Les évêques congolais, eux, estiment qu'un accord est toujours possible. Ils ont convié les négociateurs le mercredi 21 décembre pour poursuivre les discussions quand ils seront de retour de Rome où ils seront reçus en audience par le pape François. Du côté de l'opposition, personne ne ferme la porte à la demande de la Cenco, mais l'enthousiasme n'est pas de mise. *"Nous devrions y être mais nous*

n'y croyons plus", explique un des négociateurs. "Nous avons mis de côté tous nos préalables pour parvenir à un accord. Jamais la majorité n'a fait le moindre geste en notre direction. Pourquoi le ferait-elle demain ?"

La vraie inconnue est l'attitude de la rue des grandes villes comme Goma, Lubumbashi et surtout Kinshasa. "Personne ne contrôle la foule", explique

un diplomate en poste à Kinshasa. "Elle est à la veille de fêtes importantes, elle n'a rien dans son assiette. Les gens sont dérangés constamment par des policiers et des militaires déployés en grand nombre. Les contrôles sont incessants. Ils s'accompagnent de vols et d'intimidation. L'étincelle peut venir à chaque instant et le dispositif mili-

taire mis en place ne peut qu'exacerber cette tension, comme l'annonce de la coupure des réseaux sociaux ou l'interdiction des manifestations. C'est une

dérive autoritaire terrible qui porte en elle les fruits d'une violence terrible."

Un avis qui rejoint celui du Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. "Nous sommes particulièrement inquiets car lundi, cela fera trois mois que 54 personnes sont mortes à Kinshasa, lorsque les forces de défense et de sécurité ont eu recours à un usage excessif de la force contre des personnes demandant que les délais constitutionnels soient respectés et que le président Kabila démissionne à la fin de son deuxième et dernier mandat. Personne n'a jusqu'à présent été tenu responsable de cette répression violente des manifestations", a rappelé M. Zeid. "Intimider et cibler les opposants et la société civile n'est pas la réponse. Faire taire leurs opinions et les empêcher de protester n'est pas la solution."

H. Le.

“Joseph Kabila a encore le temps de partir par la grande porte”

Entretien Hubert Leclercq

Moise Katumbi est, physiquement, le grand absent de la scène politique congolaise. En exil depuis plus de six mois en raison d'une condamnation à trois ans de prison pour une affaire de spoliation d'immeuble, l'un des principaux opposants de Joseph Kabila veut éviter le bain de sang en République démocratique du Congo, mais exige aussi le respect strict de la Constitution et donc le départ du Président, qui a atteint la limite de deux mandats.

Monsieur Katumbi, le mandat du président

Kabila se termine ce mardi à minuit, appelez-vous la population congolaise à descendre dans la rue pour exiger son départ ?

La seule chose que je demande, c'est que le président Kabila ne sème pas le chaos. Le souci, c'est le respect de la Constitution. Ce texte s'impose à tous. Au Président, aux militaires et au peuple. Le Président connaît parfaitement cette Constitution puisque c'est lui qui l'a promulguée en 2006 et le peuple a voté en faveur de ce texte à plus de 85 % lors d'un référendum. Aujourd'hui, le Président ne peut pas s'asseoir sur ce texte et ne peut se moquer du peuple.

“Joseph Kabila risque de commettre un coup d'Etat constitutionnel.”

MOÏSE KATUMBI
Opposant au président Kabila.

Vous n'appellez donc pas aux manifestations ?

Je demande au président Kabila de quitter le pouvoir en respectant la Constitution. Il lui reste quelques heures pour le faire. S'il le fait, il entrera dans l'histoire de notre pays et du monde.

Vous pensez réellement qu'il peut encore quitter le pouvoir avant cette échéance ?

Le Rassemblement (opposition) ne voulait pas participer au dialogue, mais il l'a fait quand il a vu l'implication des chefs d'Etats de la sous-région et de la Cenco. On a même mis de côté, pour le salut de la nation, tous les préalables que nous avons édictés. Si nous l'avons fait, on peut espérer que le président Kabila agisse aussi pour le bien du pays et du peuple congolais.

Joseph Kabila subit aussi des pressions de son clan...

Cette pression n'existe que parce que le Président s'est parjuré en ne respectant pas la promesse qu'il avait faite sur la Bible de respecter la Constitution. S'il avait tenu son engagement au lieu de s'accrocher au pouvoir, nous n'en serions pas là. A entendre certains de ses conseillers, parler de la succession de Kabila ou du fait qu'il puisse désigner un dauphin serait une humiliation. Où va-t-on ? Regardez Mandela, il avait la possibilité de se présenter et d'emporter un second mandat. Il ne l'a pas fait et son départ n'a pas été synonyme de chaos pour son pays. Le départ du président Kabila ne sera pas non plus synonyme de chaos s'il part maintenant.

Les annonces de coupures de réseaux Internet, d'interdiction de manifester ou la mobilisation visible de très nombreux militaires dans les rues des grandes villes ne plaide pour un scénario pacifique...

Je m'adresserai aux militaires. Ce sont des Congolais qui sont payés par les impôts de la population congolaise. Je leur demande, si des manifestations devaient avoir lieu, de ne pas tirer sur leurs compatriotes. Ils doivent savoir qu'il y aura un après-Kabila et qu'ils devront demeurer

au pays et rendre des comptes s'ils ouvrent le feu sur la population civile. Les militaires comme les policiers se sont battus pour défendre leur pays. Je les mets en garde solennellement, s'ils tirent sur la foule, ils seront jugés pour ces faits.

Vous craignez un bain de sang ?

Tout le monde sait que je suis un homme pacifique. Je déteste la violence. Qu'on laisse la population congolaise tranquille, elle a assez souffert. Je n'accepterai pas qu'on la maltraite, qu'on tue des gens dont le seul crime est d'appeler au respect de la Constitution. Il n'y a qu'un responsable à cette situation, c'est le président de la République qui risque d'être l'auteur d'un coup d'Etat constitutionnel dans les prochaines heures. Il faut aussi pouvoir dire les choses comme elles sont.

La Cenco a programmé une reprise du dialogue le 21 décembre...

Le dialogue va reprendre mais nous ne négocierons plus de la même manière. Nous ne serons plus face à un régime légitime. Ce lundi à 23h59, le président Kabila perdra cette légitimité. Nous ne pourrions pas retourner à la table des négociations comme si rien ne s'était passé. Nous serons dans un flou, voire un vide, juridique. Un vide qui a été créé par la volonté d'un seul homme de ne pas respecter la constitution. Je le répète, il n'est pas trop tard. Le président Kabila doit voir l'intérêt de la nation. Personnellement, j'aimerais voir un ancien chef de l'Etat rester au pays, circuler librement. C'est encore possible, si Joseph Kabila se ressaisit.

Vous avez plusieurs fois annoncé votre retour au pays ?

Je veux retourner au pays depuis longtemps, mais je ne veux pas qu'on me reproche de créer le chaos dans mon pays en rentrant. Mais je vais rentrer parce que le Congo, c'est mon pays.

Crise politique en République démocratique du Congo

Le maintien au pouvoir de Joseph Kabila après le 20 décembre au cœur d'une contestation émaillée de violences



Épinglé

C130 belge expulsé

Evacuation. L'avion C130 belge auquel les autorités congolaises ont interdit l'accès à leur territoire ce vendredi avait à son bord une dizaine d'hommes chargés de préparer une éventuelle évacuation de ressortissants belges et, le cas échéant, d'assurer leur protection en cas de violence sur le terrain.

De retour en Belgique ce lundi. Jeudi, le C130 était arrivé à Cotonou au Bénin. Il devait se rendre vendredi à Lubumbashi, (sud-est). Mais le Premier ministre congolais (Samy Badibanga) a appelé vendredi le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, pour lui signifier que son pays n'autorisait pas les soldats belges à pénétrer sur son territoire. L'expulsion du C130 serait justifiée par un problème d'autorisations de vol.